

Rapport de transparence

Exercice clos le 31.08.2015

(Art. R.823-21 du Code de commerce)

1. Présentation du cabinet

La société SAFB est une société à responsabilité limitée d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes au capital de 87 700 €, inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Ile de France et membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris. Elle est implantée à Paris, 29 rue Claude Decaen.

La société SAFB est la holding de l'ensemble constitué par les sociétés FAREC et SAB (détenues à 100%).

Le Cabinet FAREC est l'entité dédiée au commissariat aux comptes et le cabinet SAB, celle dédiée à l'expertise comptable.

La société SAFB ne fait partie d'aucun réseau.

L'administration de la société est assurée par deux associés experts-comptables et commissaires aux comptes. Ils définissent les orientations générales.

Eu égard à la taille de la société, il n'existe pas de comité ayant une fonction particulière comme un comité d'audit ou un comité des rémunérations.

2. Gestion des risques du cabinet

2.1. Indépendance

Le respect des règles d'indépendance prévues par les articles L.822-9 et suivants du Code de commerce est assuré par l'application de différentes procédures mises en place au sein du cabinet :

- une clause spécifique d'indépendance est insérée dans les contrats de travail des collaborateurs, elle est complétée par la signature d'une déclaration d'indépendance annuelle ;
- tout nouveau mandat fait l'objet d'une procédure préalable à son acceptation, dans laquelle le respect des règles d'indépendance est spécifiquement vérifié ;
- en cours de mandat, une procédure dite de maintien des missions, vise notamment à vérifier qu'il n'existe pas d'éléments nouveaux susceptibles de remettre en cause notre indépendance ;

- pour les mandats auprès des sociétés ou entités dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé, une revue indépendante est effectuée préalablement à l'émission de nos rapports ; de même la rotation des associés signataires est organisée sur ces mêmes mandats ;
- enfin, et de façon plus générale, la structure du portefeuille clients est périodiquement analysée afin de s'assurer qu'aucun client n'atteint un pourcentage significatif des honoraires globaux du cabinet susceptible de faire naître un risque de dépendance économique à son égard.

2.2. Contrôle interne

La société SAFB a établi un guide d'exercice professionnel qui décrit les procédures internes existantes, ainsi qu'un manuel de procédures anti blanchiment qui expose les systèmes d'évaluation et de gestion des risques ainsi que les procédures correspondantes.

2.3. Contrôle qualité

Le contrôle de qualité est assuré en interne :

- de façon générale, au travers de la participation active et de la supervision de l'associé signataire ;
- pour les mandats de commissaire aux comptes des sociétés ou entités dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé, au travers de la revue indépendante (cf. supra) ;
- Par ailleurs, en application des dispositions de l'article L821-7 du Code de commerce, le cabinet a été soumis à un contrôle périodique au cours de l'année 2014, mis en œuvre selon les principes directeurs adoptés par la décision 2009-02 du Haut Conseil du Commissariat aux Comptes.

3. Formation continue

La formation continue de l'ensemble des collaborateurs du cabinet est assurée au travers de réunions internes d'information sur l'actualité technique et professionnelle complétées par des formations générales et/ou individuelles organisées en interne ou auprès d'organismes tels que la CNCC, l'ASFOREF, l'IFEC,... en fonction de besoins spécifiques identifiés.

S'agissant plus particulièrement de la formation continue propre aux commissaires aux comptes, il est veillé au respect des dispositions des articles L.822-4 et R.822-61 du Code de commerce.

4. Liste des mandats auprès de sociétés ou entités dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé

Au cours de l'exercice écoulé, la société FAREC est intervenue comme commissaire aux comptes au sein de la société suivante dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé :

- BLEECKER SA.

La société FAREC ne détient aucun mandat de contrôle légal des comptes au sein d'un établissement de crédit.

5. Informations financières

Le chiffre d'affaires du dernier exercice clos, s'élève à 1.2 M€.

Il se ventile comme suit :

- honoraires (et débours) relatifs au contrôle légal des comptes : 0.7 M€ ;
- honoraires (et débours) relatifs à des prestations non liées à des missions de contrôle légal des comptes : 0.5 M€ (honoraires d'expertise comptable pour l'essentiel).

6. Bases de rémunération des associés

Les associés sont rémunérés sur la base de leur contrat de travail.

Une rémunération complémentaire sous forme de primes et/ou de dividendes peut intervenir si les résultats d'un exercice le permettent.

7. Déclarations relatives au dispositif interne de contrôle de qualité, à l'indépendance et à la formation

Nous confirmons, en application des dispositions prévues à l'article R.823-21 c) f) et g) du Code de commerce, que :

- nous estimons avoir pris des mesures raisonnables, visant à permettre le respect des dispositions légales et réglementaires qui nous sont applicables ;
- des contrôles sont en place en vue de s'assurer du respect des règles d'indépendance décrites dans le présent rapport ;
- la politique de formation décrite dans le présent rapport permet d'assurer le respect des dispositions des articles L.822-4 et R.822-61 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 6 novembre 2015


L'Associé Gérant